



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ DE SERVICES

---

**Exploitation et maintenance technique des installations  
du bâtiment PHILIPPE CANTON sur le site de BRABOIS  
et du DATACENTER à Vandœuvre-Lès-Nancy**

**CCAP\_AO\_2025\_007**

---

## SOMMAIRE

<b>Article 1. Objet du marché .....</b>	<b>4</b>
1.1 Installations concernées.....	4
1.2 Prestations d'exploitation et maintenance concernées .....	5
1.3 Intéressement à la performance énergétique (lot 1 PSE2) .....	5
<b>Article 2. Marché PFI (prestations Forfait avec Intéressement) pour le lot n° 1.....</b>	<b>5</b>
2.1 Intéressement aux économies d'énergie .....	5
2.2 Formules d'intéressement .....	6
2.3 Neutralisation de l'intéressement .....	8
2.4 Ajustement des cibles énergétiques.....	8
2.5 Période d'intéressement.....	8
2.6 Degrés jours contractuels .....	8
2.7 Température contractuelle et historique des consommations .....	9
<b>Article 3. Pièces contractuelles.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 4. Allotissement .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 5. Durée des marchés .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 6. Contenu des prix .....</b>	<b>10</b>
6.1 Prestations de conduite et d'entretien courant (Offre de base) (pour le lot 1 et 2).....	11
6.2 Prestation de gros entretien et de renouvellement (PSE 1) (pour le lot 1) .....	11
<b>Article 7. Révisions des prix.....</b>	<b>11</b>
7.1 Prestations de conduite et d'entretien courant offre de base (P2).....	11
7.2 Prestation de gros entretien et de renouvellement (PSE 1) .....	12
7.3 Coefficients contractuels pour l'offre de base P2 .....	12
7.4 Clause de revoyure .....	13
<b>Article 8. Clause de réexamen : modification du contrat en cours d'exécution .....</b>	<b>13</b>
8.1 Modification du nombre d'installation à maintenir .....	13
8.2 Modifications réglementaires.....	13
<b>Article 9. Modalités de règlement .....</b>	<b>14</b>
9.1 Prestations de conduite et d'entretien courant (Offre de base) (lot 1 et 2).....	14
9.2 Prestation de gros entretien et de renouvellement (PSE 1) (lot 1) .....	14
9.3 Plan d'investissement pour la réalisation des objectifs du décret tertiaire (PSE 2) .....	14
9.4 Libération des sommes dues .....	14
9.5 Présentation des acomptes et des factures .....	14
<b>Article 10. Avance .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 11. Responsabilité et assurance .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 12. Prestations non conformes .....</b>	<b>17</b>
12.1 Constatation des non conformités et mise en œuvre des pénalités.....	17

12.2 Pénalités .....	18
<b>13. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>18</b>
<b>14. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>19</b>
Finalités.....	19
Caractéristiques des données traitées .....	19
Droits des personnes concernées .....	19
Transferts de données .....	20
Sécurisation des données .....	20
Conservation des données.....	20
<b>15. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCE .....</b>	<b>20</b>
15.1 Responsabilités et limites.....	20
15.2 Assurances .....	21
<b>16. FIN DE CONTRAT .....</b>	<b>21</b>
<b>17. RÉSILIATION .....</b>	<b>21</b>
<b>18. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....</b>	<b>22</b>
<b>19. LITIGES .....</b>	<b>22</b>
<b>20. MEDiateur INTERNE .....</b>	<b>22</b>
<b>21. LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES .....</b>	<b>23</b>

## Article 1. Objet du marché

Le présent marché est exécuté pour l'établissement suivant en sa qualité de maître d'ouvrage :  
CHRU de NANCY

Acheteur public : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le Directeur Général du CHRU de Nancy

Adresse postale : 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO 60034 - 54035 NANCY Cedex

Adresse internet : <https://www.chru-nancy.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - CO 20038 - 54036 Nancy Cedex - Tél : 03.83.17.43.43 - Fax : 03.83.17.43.50 - Courriel : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)

### RELATION FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le CHRU de Nancy a obtenu la labellisation « Relations fournisseurs et Achats responsables » (RFAR), créé par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA). Le CHRU de Nancy est le premier établissement sanitaire de France à avoir obtenu ce label qui lui a été attribué en novembre 2022 par le comité de labellisation à l'unanimité et sans réserve.

Adossé à la norme ISO 20400, le label valide les démarches de transformation et de professionnalisation de la fonction achat de l'établissement et notamment tous les efforts en faveur de la RSE et de la transparence.

Afin d'encourager et harmoniser les bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite les titulaires de ses marchés publics, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de « la charte RFAR », ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou label, telles que la norme ISO 20400 « Achats Responsable - ligne directrice », dans ses processus internes.

La médiation des entreprises - en association avec le Conseil National des achats (CNA)- pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.rfar.fr/>

### Nomenclature des catégories homogènes des fournitures et services (NCHFS) :

71.2 Prestations d'exploitation énergie et services

### Classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européen (CPV) :

50324200-4 Services de maintenance préventive

50000000-5 Services de réparation et d'entretien des installations de bâtiments

### 1.1 Installations concernées

Le présent marché a pour objet l'exploitation et la maintenance des installations suivantes pour le lot 1 :

- Des installations thermiques et de plomberie en vue d'assurer la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire (ECS) ;
- Des installations de traitement d'eau ;
- Des installations de production de froid ;
- Des installations de ventilation, traitement d'air ;

- Des installations de fluides médicaux ;
- Des ascenseurs ;
- Portes et portails automatiques ;
- Des installations liées à l'assainissement des réseaux d'évacuation ;
- Des installations électriques en locaux techniques (CFA, CFO) ;
- Des couvertures et terrasses ;
- Installations du Service de soins pour patients contagieux « P3 ».

La liste précise des installations du maître d'ouvrage concernés par le présent contrat sont détaillées au CCTP ainsi que dans l'annexe 2 du CCTP « Inventaires des équipements ».

Le présent marché a pour objet l'exploitation et la maintenance des installations suivantes pour le lot 2 :

- Chauffage, climatisation, ventilation et traitement d'air ;
- Plomberie sanitaire et couverture ;
- Electricité courant forts ;
- Electricité courant faibles ;
- Sécurité incendie

La liste précise des installations du maître d'ouvrage concernés par le présent contrat sont détaillées au CCTP ainsi que dans l'annexe 1 du CCTP « Inventaire DATA CENTER ».

## 1.2 Prestations d'exploitation et maintenance concernées

L'exploitation et la maintenance des installations comprennent tout ou partie des prestations suivantes :

• **P2 maintenance** (offre de base) : Prestations de conduite, maintenance, entretien, suivi et dépannage des installations et équipements définies dans l'annexe 2 du CCTP « Inventaires des équipements ».

Le titulaire devra dans le cadre de l'exécution utiliser la GMAO du CHRU de NANCY.

• **P3 garantie totale** (option n°1) : Prestations de gros entretien et garantie totale des installations et équipements définis dans l'annexe 2 du CCTP « Inventaires des équipements »

- le maintien et remise en état ou renouvellement à l'identique ou à fonction identique de tous les matériels défectueux de façon à maintenir l'installation en bon état de marche continu en suivant les évolutions et opportunités technologiques.

## 1.3 Intéressement à la performance énergétique (lot 1 PSE2)

Cf article 5.2 du CCTP.

# Article 2. Marché PFI (prestations Forfait avec Intéressement) pour le lot n° 1

## 2.1 Intéressement aux économies d'énergie

### 2.1.1 Généralités

---

La clause d'intéressement s'applique sur les consommations de chauffage dont le coût est assuré par le maître d'ouvrage.

La clause d'intéressement s'applique sur les économies et les excès de consommation d'énergie constatés, sans neutralisation d'une partie de ceux-ci.

Le cas échéant, si la quantité de chaleur nécessaire à la production d'eau chaude sanitaire est mesurée au même compteur alors cette dernière est retranchée du total

En cas de défaillance d'un compteur de chaleur, la quantité de chaleur sera recalculée par le TITULAIRE de la DSP suivant les règles usuelles applicables dans ces cas, sans que le TITULAIRE du présent marché puisse contester ces calculs qui seront faits en application de l'article 7.3.5. du GUIDE GEM/CC.

### 2.1.2 Économie de consommation

---

Les économies de consommation d'énergie bénéficient au maître d'ouvrage à hauteur de 2/3 et au titulaire à hauteur de 1/3.

### 2.1.3 Excès de consommation

---

Les excès de consommation d'énergie sont pris en charge par le titulaire à hauteur de 2/3 et à la charge du maître d'ouvrage à hauteur de 1/3.

Les excès dépassant 15% sont entièrement à la charge du titulaire.

## 2.2 Formules d'intéressement

Pour l'intéressement, seront pris en compte les variables suivantes :

- x : base contractuelle de calcul des degrés jours base 20°C
- N DJx contractuel : Nombre de Degrés jours de base x, soit 3 000 DJx Période de l'intéressement : du 1er septembre au 31 Mai
- NB : la quantité d'énergie théoriquement nécessaire pour assurer les besoins en chauffage, en réchauffage d'air dans les conditions climatiques moyennes définies par le N DJx contractuel. Le besoin d'énergie nécessaire au réchauffage de l'ECS est à soustraire du NB. Il est relevé sur le compteur d'énergie de la production d'ECS.

**Pour chaque saison de chauffage, les prestations de conduite et d'entretien courant sont réglées à prix forfaitaire P2 et sera corrigé en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités de chaleur NC et N'B définies comme suit :**

- NC : quantité de chaleur réellement utilisée
- N'B : quantité de chaleur théoriquement nécessaire pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.

La quantité N'B est déterminée à partir de la consommation moyenne NB suivant la formule :

$$N'B = NB \times \frac{NDJx \text{ constaté}}{NDJx \text{ contractuel}}$$

dans laquelle "NDJx constaté" est le nombre de degrés jours de base 20°C, constaté pour la durée effective de chauffage à la station météorologique contractuelle (Station de Nancy Essey)

Précision sur les données météorologiques : Station Météo France de Nancy Essey n° 54526001 DJ calculé jour par jour, sur la base d'une Tm (Température moyenne), Tn (température minimale) et Tx (température maximale) suivant la formule suivante :  $T_m = (T_n + T_x) / 2$

La clause d'intéressement s'applique sur le total des économies de consommation constatées sans neutralisation. Idem sur les excès de consommation.  
ainsi :

Economies de consommation :

- Si la quantité de chaleur NC est inférieure à la quantité de chaleur théorique, la personne publique bénéficie de 2/3 de l'économie réalisée

Formule en cas d'économie:

Avec k : prix en Mwh utile livré et facturé (R1) au compteur d'énergie dédié à l'alimentation du bâtiment par le délégataire de la DSP concernée (hors redevance R2).

Le prix corrigé P<sub>2'</sub> s'établit comme suit ; prix payé par l'acheteur :

$$P_{2'} = P_2 + \left( \frac{1}{3} \times (N'B - NC) \right) \times k$$

Excès de consommation :

- Si la quantité de chaleur NC est supérieure à la quantité théorique, les excès de consommation sont pris en charge à hauteur de 1/3 par la personne publique et de 2/3 par le TITULAIRE ; cependant, la partie des excès de consommations dépassant 15% est à la seule charge du TITULAIRE ;

Formule en cas d'excès:

Avec k : prix en Mwh utile livré et facturé (R1) au compteur d'énergie dédié à l'alimentation du bâtiment par le délégataire de la DSP concernée (hors redevance R2).

Le prix corrigé P<sub>2'</sub> s'établit comme suit.

Si les excès de consommations sont compris entre 0% et 15% ; prix payé par l'acheteur :

$$P_{2'} = P_2 - \left( \frac{2}{3} \times (NC - N'B) \right) \times k$$

Si les excès de consommations sont supérieurs à 15% ; prix payé par l'acheteur :

$$P_{2'} = P_2 - \left( (NC - N'B) - \frac{1}{3} \times 0,15 N'B \right) \times k$$

Cette règle est applicable dès la première année du contrat.

Toutefois, la prise en charge des excès par le TITULAIRE ne dépassera pas 35 % du prix global P2 du site concerné.

## 2.3 Neutralisation de l'intéressement

L'intéressement peut être neutralisé pour une période définie sur demande du maître d'ouvrage ou du titulaire avec accord du maître d'ouvrage. Cette demande pourra être refusée dans les cas où le titulaire ou le maître d'ouvrage aurait failli aux obligations qui leur incombent dans le CCTP.

## 2.4 Ajustement des cibles énergétiques

### Variation de la température contractuelle des locaux

En cas de modification de la température intérieure contractuelle demandée par le maître d'ouvrage, qui doit être notifiée par ordre de service, la nouvelle consommation de référence NB est déterminée par la formule :

$$NB = NBo \times \left( 1 + \frac{n \times d}{NDJx} \right)$$

Avec :

- NBo = consommation de référence définie contractuellement
- n = le nombre de jours de la période contractuelle de chauffage
- d = en degré Celsius, la variation de la température intérieure contractuelle qui peut être positif ou négatif
- NDJx le nombre de degrés jours moyen dans les conditions contractuelles prévalant avant cette variation de température

Lorsque le changement intervient en cours de période, l'ajustement sera opéré prorata temporis

## 2.5 Période d'intéressement

La période d'intéressement s'étend du :

- 1<sup>er</sup> septembre au 31 Mai

Cette période correspond à la période pendant laquelle le titulaire prend en compte les consommations et la rigueur climatique pour suivre et calculer la clause d'intéressement.

En dehors de cette période, les différents postes sont facturés de manière identique mais ne rentrent pas en compte dans le calcul de l'intéressement.

La facturation du chauffage et d'ECS est effectuée au réel des consommations relevées selon les conditions de prix définies à l'annexe financière.

## 2.6 Degrés jours contractuels

Base météorologique :

- Base de degrés jours 20°C

Station météorologie de référence :

- NANCY - ESSEY - TOMBLAINE

Nombre de degrés jours de la période contractuelle de référence :

- 3000 (moyenne trentenaire)

## 2.7 Température contractuelle et historique des consommations

### 2.7.1 Température des locaux (référence CHRU)

Bureaux : 18°C

Halls et circulations : 17°C

Chambres : 21°C

Service de réanimation : 23°C

### 2.7.2 Historique des consommations (en MWh) du Bâtiment Philippe CANTON (ECS compris)

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Janvier</b>	429	135,09	480,94	443,6	477,32
<b>Février</b>	346	259,91	383,02	351,49	324,11
<b>Mars</b>	371	401,43	321,81	349,7	279,87
<b>Avril</b>	170	299,77	265,7	246,86	265,55
<b>Mai</b>	155	247,52	148,88	160,32	153,08
<b>Juin</b>	132	101,05	112,47	86,55	117,44
<b>Juillet</b>	103	107,23	80,54	84,53	111,71
<b>Août</b>	89	118,94	78,71	82,66	91,59
<b>Septembre</b>	156	122,8	138,84	78,63	141,25
<b>Octobre</b>	236,85	239,64	165,51	166,94	211,67
<b>Novembre</b>	321,72	405,1	282,32	326,06	330,96
<b>Décembre</b>	512,43	458,21	430,05	363,78	478,93
<b>Total</b>	<b>3022</b>	<b>2896,69</b>	<b>2888,79</b>	<b>2741,12</b>	<b>2983,48</b>

## Article 3. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles particulières au titre du présent contrat sont :

- Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières du lot concerné ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné et ses documents annexés notamment l'annexe 2 relative à l'inventaires des équipements ;
- l'offre technique et financière du titulaire du lot concerné et ses annexes ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Les pièces contractuelles non particulières au titre du présent contrat sont :

- Cahier des Clauses Administratives Générales de Fourniture Courantes et Services (CCAG FCS) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. - Travaux) à titre complémentaire ou subsidiaire pour ce qui concerne les opérations de travaux non comprises dans les prestations de maintenance ;

Ces documents s'entendent annexes comprises, le cas échéant.

Ces documents, bien que non joints matériellement au marché, sont réputés parfaitement connus des soumissionnaires.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

## Article 4. Allotissement

---

La présente consultation comporte 2 lots :

LOT 1	Exploitation et maintenance technique des équipements du bâtiment PHILIPPE CANTON
LOT 2	Exploitation et maintenance technique des équipements du bâtiment DATACENTER

Chaque lot fait l'objet d'un marché attribué à un seul opérateur économique.

## Article 5. Durée des marchés

---

Les marchés sont conclus sur une durée de 2 ans reconductible tacitement 1 fois pour une durée de 2 ans puis au-delà de la 4<sup>ème</sup> année reconductible 2 fois pour une durée de 1 an ; puis au-delà de la 6<sup>ème</sup> année reconductible 2 fois pour une durée de 6 mois, soit pour une **durée totale de 7 ans**.

La date de prise d'effet :

- Pour le lot n°1 est fixée au **1<sup>er</sup> août 2025**.
- Pour le lot n°2 est fixée au **1<sup>er</sup> octobre 2025**.

Les reconductions sont considérées comme acceptées si aucune décision contraire n'est prise 3 mois avant la date d'anniversaire dudit marché. Dans le cas où le marché concerné est reconduit, le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## Article 6. Contenu des prix

---

Pour le lot n°1, le montant du marché est la somme des prix de l'offre de base et des options retenues dans le marché.

Pour le lot n°2, le montant du marché est la somme des prix de l'offre de base.

## 6.1 Prestations de conduite et d'entretien courant (Offre de base) (pour le lot 1 et 2)

Pour chaque exercice annuel les prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage sont réglées à prix forfaitaire P2.

En cas d'arrêt exceptionnel décidé par le maître d'ouvrage ou de panne de longue durée (>1 mois), la diminution de prix correspondant à la diminution des prestations. Cette diminution est au prorata temporis de l'arrêt pour les équipements concernés.

La valeur de seuil des pièces inclus dans le forfait P2 est de 300€ H.T après remise fournisseur

## 6.2 Prestation de gros entretien et de renouvellement (PSE 1) (pour le lot 1)

Pour chaque exercice annuel les prestations sont réglées à prix forfaitaire P3-GER.

En cas d'arrêt exceptionnel décidé par le maître d'ouvrage ou de panne de longue durée (>1 mois), la diminution de prix correspondant à la diminution des prestations. Cette diminution est au prorata temporis de l'arrêt pour les équipements concernés.

## Article 7. Révisions des prix

---

**Les prix de référence des marchés sont fermes la première année d'exécution.**

Ils pourront ensuite être révisés à la baisse ou à la hausse, à la demande expresse du titulaire ou à l'initiative de l'acheteur public, à la **date d'anniversaire du marché** soit un an après la date de notification du marché, par application des dispositions ci-après.

**En cas de changement des bases de calcul des indices ou de suppression de ces derniers** en cours d'exécution du marché public, il sera fait application du coefficient de raccordement ou du nouvel indice communiqué par l'INSEE de l'Usine Nouvelle ou du Moniteur.

Le titulaire devra transmettre la nouvelle proposition de prix, par voie postale avec accusé réception à l'adresse suivante :

A l'attention de la Direction des Achats  
CHRU NANCY  
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
CO 60034  
54035 NANCY

La demande de révision des prix devra être adressée par le titulaire au plus tard 3 mois avant la date d'anniversaire du marché sous peine de rejet au-delà de ce délai.

### 7.1 Prestations de conduite et d'entretien courant offre de base (P2)

---

$$P2 = P2_0 \times (0,15 + 0,70 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,15 \frac{FSD2}{FSD2_0})$$

Avec :

P2 :	Nouveau prix de règlement des prestations
P20 :	Prix initial des prestations
ICHT-IME :	Indice du Coût Horaire de Travail Tous Salariés, charges comprises Industries Mécaniques et Électriques, dernier indice connu au mois de la demande de révision
ICHT-IME0 :	Indice du Coût Horaire de Travail Tous Salariés, charges comprises Industries Mécaniques et Électriques établi le mois de la remise de l'offre du présent marché appelé « Mois zéro »
FSD2 :	Frais et services divers n°2 publié au Moniteur TP, dernier indice connu au mois de la demande de révision
FSD20 :	Frais et services divers n°2 publié au Moniteur TP établi le mois de la remise de l'offre du présent marché appelé « Mois zéro »

## 7.2 Prestation de gros entretien et de renouvellement (PSE 1)

---

P3 :	Nouveau prix de règlement des prestations
P3o :	Prix initial des prestations
BT50 :	Indice national bâtiment, entretien - rénovation tous corps d'état, dernier indice connu au mois de la demande de révision
BT50o :	Indice national bâtiment entretien - rénovation tous corps d'état - établi le mois de la remise de l'offre du présent marché appelé « Mois zéro »

$$P3 = P3o \times (0,15 + 0,85 \times \frac{BT50}{BT50o})$$

## 7.3 Coefficients contractuels pour l'offre de base P2

---

### 7.3.1 Taux horaire

---

Le taux horaire h sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat et arrondi à l'euro inférieur en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$h = h_0 \times (\frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0})$$

**Avec :**

H :	nouveau taux horaire
H <sub>0</sub> :	taux horaire initial

ICHT-IME :	Indice du Coût Horaire de Travail Tous Salariés, charges comprises Industries Mécaniques et Électriques, dernier indice connu au mois de la demande de révision
ICHT-IME <sub>0</sub> :	Indice du Coût Horaire de Travail Tous Salariés, charges comprises Industries Mécaniques et Électriques établi le mois de la remise de l'offre du présent marché appelé « Mois zéro »

#### 7.4 Clause de revoyure

---

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Tel pourra être notamment le cas si le taux annuel d'augmentation des prix est supérieur à 5% du montant initial du marché, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine se réserve le droit de négocier les conditions d'application de la révision des prix avec le titulaire concerné.

## Article 8. Clause de réexamen : modification du contrat en cours d'exécution

---

### 8.1 Modification du nombre d'installation à maintenir

Le cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires « DF\_ DPGF » recense le parc des installations utilisées à la date de début d'exécution du marché.

A tout moment, le CHRU de NANCY pourra notifier au titulaire un ordre de service actant, soit le retrait d'une installation du parc, soit l'ajout d'un équipement nouvellement installé.

L'inventaire des installations utilisées par les établissements sera modifié **par voie d'avenant** :

- A tout moment pour acter le retrait d'un équipement.  
L'avenant précisera la date d'effet du retrait du matériel et le montant total annuel HT actualisé dû par l'établissement concerné au titre du contrat de maintenance.
- A la fin de chaque année civile d'exécution du marché pour acter l'ajout d'appareil(s) nouvellement installé(s).  
L'avenant précisera la date d'effet de la prise en charge du matériel, le prix forfaitaire annuel HT de sa maintenance étendue (suite à la validation préalable par l'établissement concerné du devis établi par le titulaire, sur la base des prix forfaitaires annuels HT de maintenance étendue initialement consentis dans la DPGF pour des matériels comparables) et le montant total annuel HT actualisé dû par l'établissement au titre du contrat de maintenance.

Le CHRU se réserve également la possibilité de suspendre l'entretien d'un équipement, lorsque celui-ci est mis hors service pour une période indéterminée. Dans cette hypothèse, le titulaire sera immédiatement notifié, par ordre de service de l'établissement concerné, de la date d'indisponibilité de l'équipement et de la date de sa remise en service.

Il est précisé que l'intégration au marché de nouveaux équipements ne peut avoir pour effet de prolonger sa durée d'exécution.

### 8.2 Modifications règlementaires

Tous les produits et prestations proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur l'estime opportun, les parties pourront négocier de bonne foi un avenant au marché afin de prendre en compte les contraintes réglementaires nouvelles et toutes mesures de nature à rétablir l'équilibre contractuel.

## Article 9. Modalités de règlement

---

### 9.1 Prestations de conduite et d'entretien courant (Offre de base) (lot 1 et 2)

Il sera émis des **factures mensuelles** égales à 1/12 du montant P2 annuel révisé définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

### 9.2 Prestation de gros entretien et de renouvellement (PSE 1) (lot 1)

Il sera émis des **factures mensuelles** égales à 1/12 du montant P3 annuel révisé définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

### 9.3 Plan d'investissement pour la réalisation des objectifs du décret tertiaire (PSE 2)

Il sera émis une facture à la fin des prestations réalisées.

### 9.4 Libération des sommes dues

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en faisant porter le crédit au compte du titulaire précisé à l'Acte d'engagement.

Les redevances sont assujetties à la TVA, le maître d'ouvrage s'acquittera de cette dernière.

En cas de modification à la situation de fait, à la date de référence des prix dans l'application des taxes et impôts, les incidences en découlant seront répercutées réglementairement dans la facturation, soit en hausse soit en baisse.

### 9.5 Présentation des acomptes et des factures

#### 9.5.1 Utilisation de CHORUS PRO

---

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro unique de la facture ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement ;
- La référence du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Les quantités, références et désignations précises des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire ou forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement.

### 9.5.2 Dématérialisation des factures

---

Le CHRU de Nancy accepte les factures sous forme dématérialisée en application du décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

A cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>) est mise à disposition des fournisseurs et prestataires afin de déposer ou saisir leurs factures sous forme dématérialisée.

Un espace documentaire relatif à l'utilisation de CHORUS PRO par les structures privées est disponible à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

Le CHRU de Nancy rejettera les factures électroniques transmises en dehors de ce portail, en informant la société au préalable. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Ces factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- le numéro SIRET qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture
- le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure, le cas échéant
- le numéro d'engagement = numéro de commande

### 9.5.3 Règlement

---

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Ils seront opérés par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le trésorier de l'établissement désigné dans l'acte d'engagement.

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire transmet le certificat de cession à la société d'affacturage qui le remettra au comptable accompagné d'un RIB.

### 9.5.4 Délai de paiement

---

**Les paiements s'effectueront dans un délai maximum de 50 jours :**

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

#### 9.5.5 Paiement des sous-traitants

---

La signature du projet de décompte par le titulaire vaut pour chaque sous-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

Il est rappelé que le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché, autant envers l'administration que le maître d'ouvrage. Jusqu'à la fin du marché, le titulaire reste seul interlocuteur du maître d'ouvrage.

## Article 10. Avance

---

En application de l'article R2191-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, une avance sera accordée au titulaire du marché si le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à cinquante mille euros hors taxes (50 000 € HT) et dans la mesure où les délais d'exécution sont supérieurs à deux (2) mois. Le candidat précisera dans l'Acte d'Engagement s'il souhaite bénéficier ou non de l'avance forfaitaire (R2191-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018).

Les délais globaux de paiement de cette avance courent à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché. Le montant de l'avance est fixé à cinq pour cent (5,00 %) du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à cinq pour cent (5,00 %) d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse soixante-cinq pour cent (65,00 %) du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint quatre-vingt pour cent (80,00 %) du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de cent pour cent (100,00 %) du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

**Nota** : dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, celle-ci peut être reversée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## Article 11. Responsabilité et assurance

---

Le titulaire est tenu de préciser les garanties suivantes, souscrites auprès d'une compagnie notoirement solvable pour les risques de sa responsabilité civile, au-delà desquels le maître d'ouvrage renonce à tout recours :

- dommages corporels ;
- dommages matériels ;
- dommages immatériels consécutifs.

Avant tout commencement de travaux, les entreprises intervenantes doivent justifier qu'elles sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil ;
- d'une assurance couvrant la responsabilité civile.

Les dommages résultant des causes suivantes sont exclus de la responsabilité du titulaire et ne feront pas l'objet des pénalités définies à l'article 16 du présent CCAP : \_i\_

- fait d'un tiers ou d'un personnel du maître d'ouvrage ;
- vices cachés des installations ;
- cas énumérés à l'article 17 ci-après ;
- température extérieure inférieure à la température extérieure de base (cf. CCTP)
- arrêt des installations en cas d'urgence, après en avoir avisé le maître d'ouvrage ;
- dommages atteignant les installations et non imputables au titulaire

## Article 12. Prestations non conformes

---

### 12.1 Constatation des non conformités et mise en œuvre des pénalités

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, tout défaut d'exécution, donneront lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application du régime de pénalités suivant.

Les pénalités s'appliquent à la demande du maître d'ouvrage, sur le ou les sites sur lesquels les non-conformités sont constatées, en dehors de retard, interruption, insuffisance ou excès de son fait, et de cas de force majeure tels les périodes d'entretien annuel.

Toutes les pénalités ainsi listées sont cumulables.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement d'appliquer les pénalités par cas constatés, par le biais du formulaire « EXE13 - Décompte des pénalités de retard », dans lequel les pénalités seront consignées.

Les pénalités seront déduites sur la 1<sup>ère</sup> facture transmise par le titulaire, suivant la communication de l'EXE13.

Les pénalités, ne constituant pas la contrepartie d'une prestation de service, elles sont situées hors du domaine d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement d'appliquer les pénalités après chaque fait constaté, par courrier motivé.

Elles pourront être déduites de tout paiement effectué au profit du titulaire.

## 12.2 Pénalités

Le tableau suivant récapitule les pénalités possibles, le montant de base, la formule de révision à appliquer ainsi que le montant supplémentaire facturable au titulaire lors du constat de non- conformité.

Intitulé	Conditions d'application	Montant de base	Formule de révision
Indisponibilité d'un équipement critique (annoter dans le DPGF)	Indisponibilité pendant plus de 8h ouvrées consécutives	250 €HT / jour	P2
Retard dans les prestations contractuelles (gammes de maintenance)	Un mois de retard par rapport au planning annuel	100 €HT par semaine et prestation	P2
Retard dans les délais d'intervention de maintenance curative	Délais contractuels dépassés	100 €HT / par intervention en retard	P2
Retard dans les délais d'intervention en astreinte	Délais contractuels dépassés	500 €HT / par intervention en retard	P2
Retard de production d'un rapport prévu au marché	Un mois de retard par rapport à la date définie	500 €HT / mois de retard	P2
Retard prévisionnel sur travaux P3	Un mois de retard par rapport à la date définie	500 €HT / mois de retard	P3
Non tenue à jour du livret de chaufferie, carnet sanitaire, GMAO ou autre	Une semaine de manquement constatée	250 €HT / semaine	P2
Absence, non justifiée, aux réunions	Par Absence constatée	500 €HT	P2

## 13. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et les établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou des établissements, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

## 14. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel de l'(des) établissement(s) bénéficiaire(s) traitées dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'(des) établissement(s) par courriel.

### Finalités

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'(aux) établissement(s) bénéficiaire(s) et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

### Caractéristiques des données traitées

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) traite(nt), dans le cadre de la gestion des contrats des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

### Droits des personnes concernées

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr).

Si vous estimez, après l'avoir contacté, que vos droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir votre réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

### **Transferts de données**

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) est (sont) susceptible(s) de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, nous pouvons mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) exige(nt) de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

### **Sécurisation des données**

Le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) prendra(ont) les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

### **Conservation des données**

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

## **15. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCE**

---

### **15.1 Responsabilités et limites**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations de maintenance.

En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
  - à son personnel, au personnel de l'établissement ou à des tiers ;
  - à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement ou à des tiers ;
- causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le prestataire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'établissement, ou par des causes non imputables à la prestation (dérangement et détérioration consécutifs à l'incendie, la foudre, l'humidité, l'inondation, la chaleur ambiante et d'une manière générale à tout événement imprévisible, inévitable et irrésistible).

On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément des installations sous contrat.

## 15.2 Assurances

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de la mise en œuvre de ses prestations ou causés par la carence des installations et équipements dont il assure la maintenance.

## 16. FIN DE CONTRAT

---

A la fin du contrat le titulaire s'engage à rendre les installations dans un bon état de fonctionnement.

Il s'engage également à fournir un inventaire détaillé des installations techniques, 8 mois avant la fin du contrat, en précisant à minima :

- La marque
- Le modèle
- La localisation
- La destination (locaux ou services concerné par l'installation)
- La puissance

Cette liste non exhaustive peut être modifiée sur demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire désignera un représentant dont la présence lors de l'état des lieux contradictoires de fin de contrat est obligatoire. Il sera amené à valider ou à émettre des réserves sur le document, et à fournir des justificatifs sur demande du maître d'ouvrage.

## 17. RÉSILIATION

---

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant global et forfaitaire initial hors TVA (hors montant des tranches optionnelles et montant maximum), diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

Le titulaire ne percevra en revanche aucune indemnisation pour la partie à bons de commande.

Le maître d'ouvrage peut résilier le contrat si le montant global des pénalités atteint 20 % du montant global annuel du P2.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code d231e la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, la décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après l'envoi au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure lui enjoignant de se conformer à ses obligations contractuelles, restée sans effet pendant 15 jours à compter de sa date de réception. La notification vaut information de la sanction envisagée et invitation du titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité et pourra se voir réclamer des dommages-intérêts en raison de ses manquements contractuels.

## 18. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

---

Le CHRU de Nancy peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible à l'établissement de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 19. LITIGES

---

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

Faute d'obtenir un règlement amiable, la juridiction compétente est le **Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex**.

## 20. MEDiateur INTERNE

---

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et un des bénéficiaires du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions des articles 46.1 à 46.3 du CCAG-FCS, recourir au médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus à l'article 46.4 du CCAG-FCS.

Le médiateur interne du GHT Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : **mediateur@chru-nancy.fr**.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

## 21. LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

---

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
12	14, 14.1.2, 14.1.3